

La révolte des gilets jaunes n'est pas seulement antifiscale

Loin de pleurer le modèle social français, les gilets jaunes en ont assez de le financer

par **Elisabeth Lévy** - 7 décembre 2018

78
PARTAGES



Manifestation des gilets jaunes, novembre 2018.

La révolte des gilets jaunes n'est pas une simple jacquerie antifiscale. Certes, la France périphérique souffre de la vie chère et du déclasserement social mais sa colère ne se compte pas en euros. Symboliquement, la voiture représente le dernier espace de liberté pour cette frange du peuple fâchée avec ses élites politiques, syndicales et médiatiques. Loin de pleurer le modèle social français, les gilets jaunes en ont assez de le financer.

Populaires ou populistes ? Peste brune ou lutte des classes ? Poujadistes ou insoumis ? Mobilisation ou jacquerie ?

La question du sexe des « gilets jaunes » a mis au supplice nombre de commentateurs d'habitude prompts à nommer, catégoriser, enfermer et, in fine, disqualifier ou encenser – on se rappelle le ravissement de certains devant Nuit debout. Ce désarroi sémantique partagé d'un bout à l'autre de l'arc médiatique et politique (y compris par votre servante) n'est guère surprenant. Jusqu'à ce que **Christophe Guilluy**, identifiant le grand mouvement qui a chassé les classes moyennes et populaires des centres-villes trop chers, puis des banlieues, trop islamisées, la qualifie de « périphérique », la France périurbaine, celle qui vit dans des bourgades qui ne sont ni vraiment la ville, ni vraiment la campagne et cumulent souvent les défauts des deux, n'avait aucune existence médiatique. « *Il s'agit d'une France largement ignorée par les intellectuels et les acteurs publics*, confirme l'urbaniste Philippe Genestier dans *Le Monde*. *Quand on parcourt cette France-là, on perçoit qu'elle se considère comme vraiment invisible aux yeux des pouvoirs publics, contrairement aux "banlieues à problèmes", bien qu'elle soit, elle aussi, menacée de déclassement et de précarisation. En outre, elle se sent déconsidérée par les injonctions morales (à la mixité sociale dans l'habitat et à l'école, ou à utiliser des modes de déplacement doux) que lui adresse la "France d'en haut", alors que cette dernière s'affranchit de la carte scolaire et voyage régulièrement en avion.* »

Marre des crânes d'œuf parisiens

La sociologie très hétérogène du mouvement et la diversité des aspirations que cachent les « *Ras l'bol* » et les « *On n'en peut plus* », exprimés de mille manières, sont un défi de plus à l'analyse. Aussi faut-il saluer l'effort de Genestier pour dresser un portrait-robot des manifestants : « *Que leurs revenus soient modestes ou moyens (de 1,5 à 3 ou 4 SMIC pour un couple avec deux salaires), qu'ils soient ouvriers qualifiés, employés, cadres d'exécution ou alors représentants, artisans, commerçants ou infirmières, leurs activités et leur choix de vie se caractérisent par leur localisation dans le périurbain. Il s'agit de ces Français qui ont conçu l'accès à la propriété d'un pavillon dans une zone peu dense (rêve de 85 % d'entre eux, selon un sondage TNS-Sofres de 2007) comme une manière de sécuriser l'avenir. Cette stratégie a pour corollaire la possession d'une voiture (et le plus souvent de deux) leur permettant de s'affranchir des assignations spatiales, sociales, économiques.* » Les « gilets jaunes », c'est d'abord le petit peuple de la bagnole, celui pour qui elle est, non seulement un indispensable moyen d'aller bosser, mais aussi, symboliquement, le dernier refuge de sa liberté, le seul endroit où il est aux commandes. C'est cette liberté que menace l'augmentation du carburant. Pour filer **une blague de Tellenne-De Koch père et fils**, dans la France des « gilets jaunes », l'essence précède l'existence.

Ce n'est pas parce qu'elle aime les morts au volant que cette France s'était déjà soulevée contre la limite des 80 km/h, mais parce qu'elle en a assez que des crânes d'œuf parisiens sachent toujours mieux qu'elle ce qui est bon pour elle. S'ils angoissent à l'idée que des blocages d'aéroport pourraient les empêcher de faire prendre à leur conscience écologique un repos bien mérité sur une plage lointaine, elle ne va pas pleurer.

Pour le citadin lambda, qui a lui aussi des problèmes de fins de mois et peur de l'Urssaf, le « gilet jaune » est un inconnu. Et pour cause : « *Il s'agit de la France qui ne prend pas les transports en commun, qui se déplace surtout de banlieue à banlieue en évitant le cœur des villes avec ses encombrements et ses rues piétonnisées aux commerces franchisés* », explique encore Genestier. Entre les deux France, le décrochage est, nous dit-on, géographique, économique, numérique, social. Autant dire existentiel et culturel. Non seulement les Français ne vivent plus dans le même monde, mais ils sont de plus en plus nombreux à considérer que la règle commune n'est pas légitime. Interrogée sur le refus des bloqueurs de se conformer aux parcours autorisés pour les manifestations et même de demander des autorisations, une jeune femme répondait sur un ton buté : « *Oui, c'est peut-être la règle, mais ce n'est pas la nôtre.* » À court terme, s'il est fort probable que le froid, les divisions, la résignation, la violence et l'approche de Noël viendront à bout de cette révolte, ils ne mettront pas fin à l'humeur sécessionniste d'une partie des Français. Et on peut gager que les annonces présidentielles ne suffiront pas plus à les réconcilier avec leurs dirigeants. Ni avec leurs syndicats, leurs partis ou leurs médias.

Un spécimen encore plus exotique que l'électeur FN

L'omniprésence des « gilets jaunes » sur les chaînes d'info continue, où on s'est mis en mode « *émission spéciale* » pendant deux semaines, a donné à beaucoup (sauf aux intéressés) le sentiment que les médias encourageaient le mouvement. C'est plutôt le contraire qui s'est produit, sous l'effet de ce que Gilles Casanova appelle l'autoréférentialité des médias. L'affaire passionnant le public, les audiences ont été historiques, suscitant en retour l'intérêt passionné des directions (et on les comprend). Une théorie ininterrompue d'experts et autres spécialistes en tout (comme votre servante) a donc défilé sur tous les plateaux pour disséquer le « gilet jaune », spécimen encore plus exotique que l'électeur du Front national. Des journalistes-ethnologues sont partis aux quatre coins du pays, rapportant de passionnantes bribes de vérité comme Erwan Seznec qui a croisé des Bretons excédés par la bureaucratie. Hors antenne, et parfois à l'antenne, nombre de confrères trouvent néanmoins que ces gens ne sont décidément pas raisonnables, qu'ils ont des mauvaises manières et qu'il faut bien protéger la planète contre ces vandales.

S'agissant des mauvaises manières, c'est indéniable, au moins pour la partie des bloqueurs qui s'est volontiers montrée agressive ou violente. On ne saurait exclure complètement que, le 24 novembre, le pouvoir ait laissé le « *bololo* » s'installer sur les Champs-Élysées, dans l'espoir que les images de violence effraieraient le bourgeois. En tout cas, alors que les réseaux sociaux bruisaient d'appels à envahir l'avenue malgré l'interdiction de la préfecture,

celle-ci a oublié de demander à la mairie de Paris de prendre les précautions élémentaires et habituelles dans de pareils cas. Reste que les violences et dégradations, qui n'ont d'ailleurs pas été limitées à Paris, n'ont pas été commises par des policiers, mais bien par des casseurs avec ou sans gilet jaune. Du reste, il ne suffit pas d'être malheureux ou en colère, ni même d'être méprisé par les sermonneurs pour avoir raison.

La révolte des désespérés

Il ne s'agit donc pas d'abdiquer de tout esprit critique et de sanctifier toute parole venue de la base ni, comme le pointe justement Jean-Pierre Le Goff dans *Le Figaro*, d'opposer « de façon démagogique la "France d'en haut", les "élites" à qui l'on attribue tous les vices, et la "France d'en bas", le "peuple" paré de vertus régénératrices. » Défensive et parfois hargneuse, la révolte des ronds-points est éminemment discutable dans ses méthodes et dans ses mots d'ordre. Le refus de certains d'entendre tout argument s'éloignant d'un agenda qu'ils sont bien en peine de définir est décourageant. Et le syndrome « réunion de copropriété », qui dans une assemblée voit souvent les pires enqueteurs prendre le pouvoir, a vite été à l'œuvre. De plus, la détestation revendiquée du président de la République témoigne pour le moins d'une faible capacité à l'empathie que les « gilets jaunes » attendent à bon droit de leurs concitoyens. qui jette sans vergogne de l'huile sur ce feu-là a de quoi glacer ; d'ailleurs, c'est peut-être son but. « *Ce que les instituts ne mesurent pas*, écrivait-il le 27 novembre dans *Libération*, *c'est le dégoût, puissant, virulent, que vous suscitez chez, combien ? à la louche un quart ? un tiers ? des Français. [...] Samedi dernier, surtout, qu'est-ce qui rassemblait les "gilets jaunes" ? Qu'est-ce qui les unissait, bien plus que le gazole ? Qu'est-ce qui, par-delà mille différences, leur faisait un trait commun ? Vous. L'aversion que vous provoquez. Et ça se comprend.* » Quel talent, s'exclame-t-on de toutes parts tout en trouvant qu'il exagère. La haine est-elle une politique ?

Il y a en outre quelque chose de déconcertant, voire d'un peu triste, dans cette révolte qui ne se raconte même pas qu'elle va faire advenir un monde meilleur. Si Ruffin et les Insoumis projettent volontiers sur ce mouvement social leurs fantasmes de Grand Soir et d'opprimés en lutte, la France des « gilets jaunes » est individualiste, comme l'observe encore Philippe Genestier. « *Pour elle, le choix (sous contrainte) du mode de vie périurbain correspond plus à des valeurs de solidarité familiale et d'entraide entre pairs que de citoyenneté. Il affirme ainsi une préférence pour des liens forts, mais peu nombreux, offerts par un ancrage local (le choix de la localisation dans tel ou tel secteur de grande banlieue ayant été fait en fonction de la localisation des parents ou de la fratrie) plutôt que pour les liens faibles qu'offre le centre-ville.* » Elle râle certes de voir les services publics qu'elle paye à grands frais disparaître ou décliner quand ils ne deviennent pas des générateurs de persécution administrative. Mais à la différence des foules habituées des grandes manifs de gauche, elle ne pleure pas le modèle social français, au contraire, elle trouve qu'il lui coûte encore beaucoup trop cher. Et si elle veut que ses dirigeants tournent enfin leurs regards vers elle, elle aimerait bien que l'État l'oublie, comme le résume encore Genestier : « *Cette France perçoit les politiques locales avec méfiance : les tramways, les centres-villes patrimonialisés, les théâtres subventionnés, par exemple, elle ne les fréquente guère. Pourtant, par la taxe foncière, les périurbains contribuent largement à financer des politiques urbaines calibrées sur des aspirations qui ne sont pas les leurs. Cette France se sent alors ponctionnée pour mettre en œuvre des mesures sociales dont elle ne sera pas bénéficiaire. Ainsi, il ne lui vient pas à l'esprit, sauf accident de la vie (décès d'un conjoint, chômage, divorce) de déposer une demande d'HLM, alors que 70 % des Français y sont éligibles.* »

Un populisme chimiquement pur

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas de se demander si on est pour ou contre les « gilets jaunes », mais d'essayer de comprendre ce qui les anime – et ce qui pourrait éventuellement les rabibochoer avec leurs institutions et leurs concitoyens. *L'Obs* a pourtant tranché, non sans une pointe de mauvaise conscience. Si l'hebdomadaire de la gauche vieillissante consent à entendre la « *voix du peuple* » dans la révolte du diesel, cette voix ne lui dit rien de bon. Derrière les « gilets jaunes », il pointait, dès le 22 novembre, la « *récupération populiste* ». Ce n'est pas complètement faux. D'une part, si on veut bien employer ce terme de façon parfaitement neutre, le mouvement des « gilets jaunes » est bien une forme française de cette grande vague protestataire que l'on nomme populiste. Et d'autre part, quoiqu'on ne puisse accuser Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan de récupération, on voit mal qui d'autre qu'eux pourrait tirer un bénéfice politique d'un mouvement où les électeurs de la première sont d'ailleurs surreprésentés, selon le politologue Jérôme Fourquet. Emmanuel Macron table peut-être déjà sur le même duel qu'en 2017 pour être réélu. Après tout, il ne serait pas le premier à se livrer à de tels calculs.

Nés des réseaux sociaux, sans l'intervention de partis, de syndicats, d'associations ou de médias reconnus relayant les appels à manifester, les « gilets jaunes » sont contre tout cela à la fois. Ils ne croient en rien ni en personne. Par leur défiance revendiquée à l'égard de tout truchement politique par lequel ils pourraient dire leur colère, ils représentent peut-être même, comme me le souffle Daoud Bougezala, un populisme chimiquement pur, délivré de toute trace de démocratie représentative. On dira que ce mot-valise, qui vise avant tout à coiffer du même opprobre des personnalités aussi différentes que Marine Le Pen et Jair Bolsonaro, empêche de penser. S'agissant des partis et des responsables politiques qu'il vise, c'est certain. Il a cependant le mérite de pointer ce qu'il y a de commun dans les aspirations, les refus et les colères qui font leur succès. Derrière le vote populiste, aussi hétérogène soit-il, il y a toujours le même ressort : le ressentiment de classes populaires et moyennes sacrifiées sur l'autel du nouveau progrès. « *Il ne faut pas sacrifier l'avenir au présent* », a dit le président. Certes. Mais demander aux humains de

sacrifier leur ici et maintenant pour le bonheur de leurs descendants est, pour le coup, assez injuste. Croyez-vous que ces petits ingrats nous diront merci ? (Ceci est une blague qui ne traduit aucune indifférence coupable à l'urgence écologique. Mais peut-être que certaines urgences sont plus urgentes que d'autres.)

Les cibles favorites de la gauche paillettes

La « vague populiste », comme on dit pour faire peur aux enfants, grossit donc à mesure que des petits et des petits-moyens, autrement dit des sans-grades et ceux qui craignent de le devenir, adressent de grands bras d'honneur à leurs dirigeants et, au-delà, à tous les beaux esprits qui leur donnent des leçons de maintien. Le vote Trump est une claque pour le *New York Times*. Et les « gilets jaunes », une anomalie pour tous ceux qui sont convaincus de savoir ce qui est bon pour les gens ordinaires, comme disait Orwell : comment rouler, comment manger, comment élever leurs gosses et, bien sûr, comment penser. La crise des « gilets jaunes » est bien le dernier avatar de l'affrontement, décrit par le chercheur David Goodhart, entre les « gens de nulle part » (autrefois baptisés « élites mondialisées » par Jean-Pierre Chevènement), et « ceux de quelque part », également dénoncés comme ploucs. En France, ces suspects habituels sont, depuis quelques décennies, les cibles favorites de la gauche paillette qui les a caricaturés en beaufs, ringards et fachos et les somme avec constance, non seulement de s'adapter au nouveau monde, mais aussi de l'aimer en se prosternant bruyamment devant toutes les vachettes sacrées du progressisme, du multiculturalisme à la GPA, en passant par l'apocalyptisme climatique et l'europhisme. Peut-être avait-on vaguement oublié de leur dire que le capitalisme sans frontières inventé dans les années 1980 exigerait de toute façon la destruction de tous les cadres de vie et de pensée auxquels ils étaient attachés, autrement dit leur disparition symbolique. Ou encore qu'il accoucherait d'un monde dans lequel travailler ne suffit pas pour vivre.

Un peuple étranger à la France insoumise


On ne s'en étonnera pas : si les Insoumis ont tenté de surfer sur la vague jaune, la gauche boboisée des grandes villes, flairant le malentendu, n'a pas tardé à froncer le nez. Cette révolte antifiscale, comme on l'a baptisée, n'est pas vraiment sa came. Elle a aimé, au début du mouvement, la petite musique de la lutte contre les inégalités et les slogans contre le « président des riches ». Puis beaucoup, dans ses rangs, se sont aperçus que le peuple qui se soulevait leur était, en réalité, assez profondément étranger. Sans doute parce que, comme on l'explique docement dans un article de *Libération* intitulé « *C'était mieux avant* », *carburant des populismes* », les diverses révoltes, électorales ou pas, que l'on qualifie de populistes, ont aussi en commun de révéler chez leurs protagonistes, « *des Brexiteurs anglais aux rodomontades de Bolsonaro* », un goût coupable pour la nostalgie. « *À l'ère des populismes sensationnalistes, peut-on notamment y lire, on comprend mieux pourquoi le recours à une rhétorique nostalgique sur fond de déclinisme apparaît le plus à même de séduire une population occidentale vieillissante et craintive face à la modernité et au progrès technique qui la marginalise.* » Ces salauds, ils n'ont même pas le bon goût d'applaudir à leur propre effacement.

Cependant, si la gauche a congédié ce peuple coupable de regretter un monde où il avait le sentiment de compter, il faut bien dire que le reste de l'échiquier idéologique ne l'attendait pas là où il s'est manifesté. Alors que, d'un bout à l'autre de l'Europe, les peuples de la périphérie clament leur volonté de rester des peuples et pour cela de contrôler et d'intégrer, voire de stopper, les flux migratoires, beaucoup, comme votre servante, annonçaient (ou souhaitaient) un sursaut culturel. Contre le séparatisme islamiste, les menaces sur la laïcité, le vivre-ensemble en ruine, le parti de la continuité historique, toutes origines et toutes conditions confondues, allait se lever et dire « ça suffit ». « On est chez nous » – ce « on » incluant tous ceux qui veulent être accueillis dans la culture et les mœurs françaises. L'homme, rappelait-on, ne vit pas que de pain, il a aussi besoin d'identité. On avait oublié qu'il vit d'abord de pain, de chauffage et de tout le reste. Quand on compte – en minutes – le temps pendant lequel on laisse un radiateur d'appoint allumé dans la chambre de son môme, quand toute l'énergie est mobilisée pour se procurer l'indispensable, il n'y a guère de place pour se demander s'il y a quelque chose de plus grand, de plus collectif, que soi. Préoccupation qui a d'ailleurs largement déserté les beaux quartiers, mais pour d'autres raisons. Quand le succès se mesure à la détention d'une Rolex et le bonheur au dernier iPhone, le rétrécissement de la vie n'est pas qu'une affaire de pauvres, comme le remarque Jean-Pierre Le Goff dans l'entretien déjà cité : « *La déculturation ne concerne pas qu'une partie des élites, elle me paraît largement transversale aux différentes catégories sociales. La combinaison du chômage de masse et du bouleversement du terreau socio-éducatif a produit des effets de déstructuration anthropologique individuelle et sociale au sein des couches populaires. Parler d'"insurrection citoyenne" comme le fait Mélenchon, c'est non seulement prendre ses désirs pour des réalités, mais aussi verser de l'huile sur un feu difficilement maîtrisable.* »

Que faire ?

Reste en effet à poser la vieille question léniniste. Que faire pour répondre à des inquiétudes à la fois si profondes et si variées dans leurs objets ? En réalité, et c'est le plus angoissant, on a l'impression que personne n'en sait fichtrement rien, ni ceux qui, comme Macron, pensent que le bonheur est au bout du chemin européiste et mondialiste, ni ceux qui, à l'instar de Le Pen, prétendent restaurer la souveraineté des nations. Il y a trente ans, on disait, à propos du Front national : « *Bonnes questions, mauvaises réponses.* » Puis, on a cru éliminer le problème en regardant ailleurs et on a décidé qu'il n'y avait pas de questions. Aujourd'hui que les questions nous explosent à

la figure, on se dit qu'il n'y a pas de bonnes réponses. En effet, quand on ne les chérit pas, on s'interroge peu sur les causes qui produisent les effets qu'on abhorre. Or, il y a quelques raisons de penser que c'est l'alliance du libre-échange généralisé et du capitalisme financiarisé qui explique que, d'un bout à l'autre du monde développé et même en partie émergent, les usines aient été fermées et les classes moyennes laminées. Seulement, à supposer qu'on en ait la volonté, on ne voit pas vraiment comment remettre le dentifrice dans le tube. S'insurgeant contre le « *il n'y a pas d'alternative* » thatchérien, **Natacha Polony nous répond** : « *Il n'y a pas d'autre monde, mais il y a d'autres politiques possibles. Sinon, autant abolir tout de suite la démocratie.* » Quand tant de citoyens pensent que la politique se fait sans eux, voire contre eux, la démocratie est déjà mal en point. Surtout, que ce soit du côté de la France insoumise ou de celui du Rassemblement national, on ne voit pas plus pointer une alternative enviable et crédible qu'on ne croit à la grande réforme fiscale promise depuis des années. Ce qu'on voit, en revanche, c'est que les gens de quelque part refusent de n'être plus personne. Le peuple, bien sûr, n'a pas toujours raison. L'ennui c'est qu'en démocratie, on ne peut pas le gouverner durablement en décrétant qu'il a tort.



No society
Price: EUR 18,00
 (15 customer reviews)
 18 used & new available from **EUR 13,60**

[amazon.fr](#)



Malaise dans la démocratie
Price: EUR 8,50
 (12 customer reviews)
 12 used & new available from **EUR 6,94**

[amazon.fr](#)

Article réservé aux abonnés

Retrouvez cet article dans le Magazine Causeur N°63 de Décembre 2018

[> LIRE LE MAGAZINE](#)

Le calendrier de l'Avent de CAUSEUR

Du 1er au 4 décembre uniquement :

1
2
3
4

Profitez d'un mois d'abonnement numérique GRATUIT ET SANS ENGAGEMENT

[> J'en profite](#)

78 PARTAGES

f

t

in

G+

✉



Elisabeth Lévy
 est fondatrice et directrice de la rédaction de Causeur.

Lire la suite

RÉAGISSEZ À CET ARTICLE

Une tenue correcte est exigée. Soyez courtois et évitez le hors sujet.

Votre adresse e-mail ne sera jamais publiée ou partagée. Dans le cas contraire, [cliquez-ci et renseignez un nouveau pseudo](#).

[Notre charte de modération](#)